

# Sécurité : un entretien avec Jean-Pierre Blazy

Député du Val-d'Oise, maire de Gonesse, Jean-Pierre Blazy est vice-président du groupe d'études sur la sécurité intérieure à l'Assemblée nationale.

Auteur d'un récent ouvrage *Les socialistes et la sécurité*, il a bien voulu nous faire part de ses propositions dans ce domaine

## Les conseils généraux dénoncent la confusion

L'Assemblée des départements de France, que préside Claudy Lebreton, a souligné le risque de confusion que le projet de loi sur la prévention de la délinquance va entraîner dans l'exercice des compétences des maires et des présidents de conseils généraux. En confiant aux maires une responsabilité centrale en matière de prévention de la délinquance des mineurs, pour la première fois depuis 1982, la compétence de la protection de l'enfance est ainsi transférée des départements aux communes, relève l'ADF, qui ajoute que « dans la pratique, ce sont pourtant les conseils généraux et leurs services, avec les travailleurs sociaux, qui gèrent l'aide sociale à l'enfance. C'est d'ailleurs ce qu'a confirmé la loi égalité des chances adoptée en début d'année ». L'ADF redoute que ce texte introduise « un ferment de conflit de compétence entre les conseils généraux et les communes ».

**Communes de France. Après une campagne présidentielle axée sur l'insécurité, Nicolas Sarkozy déclarait en 2002 vouloir redonner confiance aux Français. Quel constat peut-on faire quatre ans après de la politique de lutte contre la délinquance menée par la droite ?**

Jean-Pierre Blazy. Plus de quatre ans après l'arrivée de la droite au pouvoir, l'heure est aujourd'hui au bilan de la politique sécuritaire qu'incarne à lui seul Nicolas Sarkozy depuis 2002. Pour un ministre qui a fait de l'ordre public sa première priorité, son bilan est un échec. Comment le responsable de la sécurité publique peut-il afficher son autosatisfaction alors qu'en moins d'un mois et pour la première fois en France, du 27 octobre au 20 novembre 2005, 10 346 véhicules ont été détruits et des centaines de bâtiments brûlés ou dégradés ?

Le choix du tout répressif au détriment de la prévention et la suppression de la police de proximité ont conduit à une société plus violente. Alors que la délinquance prise dans son ensemble semble décroître légèrement tout en se stabilisant à un niveau élevé, les violences aux personnes et les vols crapuleux avec violence sont en pleine augmentation. D'août 2005 à juillet 2006, les violences contre les personnes ont augmenté – comme depuis des années – de 7,15 %, les violences gratuites représentant même la plus forte hausse dans cette catégorie. Les vols crapuleux avec violence ont eux progressé de 7,12 %.

Dans ce contexte, la mise en scène médiatique, les provocations verbales et les effets d'annonce auxquels Nicolas Sarkozy recourt sans modération ont sans doute pour objectif de détourner l'attention de son bilan décevant et de continuer de jouer et de capitaliser sur les peurs et les préoccupations légitimes de nos concitoyens.



**Le ministre de l'Intérieur indique une baisse de la délinquance et une hausse du taux d'élucidation des affaires alors qu'un récent rapport de l'Inspection générale indique que les chiffres seraient sous-estimés de 13 %. Comment doit-on interpréter ces chiffres ?**

Pour le ministre de l'Intérieur, ces chiffres revêtent évidemment un intérêt majeur puisqu'ils sont l'indicateur du bilan de son action. Il faut donc s'attendre à ce que ceux-ci soient présentés sous un jour flatteur mais pas forcément réaliste. Aussi, il n'est pas étonnant que personne n'ait eu accès à ce rapport de l'Inspection générale mettant en cause les chiffres de la délinquance si ce n'est *Le Canard Enchaîné* qui en a révélé une partie. Nicolas Sarkozy se réfère systématiquement à l'"état 4 001" qui est une donnée globale de la délinquance recouvrant des actes délictueux de nature et de gravité très différentes. Ainsi, cet indicateur diminue légèrement

depuis quelques années laissant croire à un recul de la violence alors qu'en réalité les agressions physiques aux personnes et les violences gratuites progressent fortement ! L'Observatoire national de la délinquance (OND) qui mène un travail statistique très intéressant considère que cet "état 4 001" n'est pas un outil d'analyse approprié.

Enfin, les chiffres de la délinquance traduisent autant l'activité des services de police que la réalité des actes délictueux. Aussi, l'existence d'une police de proximité explique sans doute que les victimes venaient plus facilement déposer plainte, alimentant ainsi les statistiques de la délinquance. Aujourd'hui, l'obsession du ministre de l'Intérieur pour les résultats chiffrés conduit les fonctionnaires de police à limiter les dépositions. Selon l'OND, 57 % des vols subis ne font pas l'objet d'une plainte.

**Ministre de l'Intérieur du gouvernement Jospin, Jean-Pierre Chevènement appelait à une "véritable révolution culturelle" avec la mise en place de la police de proximité. Ce dispositif visant à rapprocher les citoyens de leur police a été supprimé par la droite : peut-on établir un lien avec les violences urbaines de novembre dernier ?**

Oui, bien sûr, un lien existe même si les causes de ces violences sont complexes. La sécurité publique est le fruit d'une double démarche : préventive et répressive. La prévention est une politique globale dont l'État républicain, social et laïque a la charge. Au sein de ce dispositif, la police de proximité constitue un élément important qui permet de créer de la confiance et une plus grande civilité.

En supprimant la police de proximité, en réduisant de manière drastique les crédits de la politique de la ville et les aides aux associations, en limitant les moyens de l'Éducation nationale y compris dans les secteurs prioritaires, les gouvernements de droite ont sapé les fondements de l'ordre républicain, affaibli le tissu social dans les quartiers et ouvert la voie à une société plus violente. L'augmentation du nombre d'agressions physiques des personnes et les violences urbaines de l'automne 2005 sont la preuve que la restauration de l'autorité de l'État ne passe pas par l'instauration d'un État autoritaire.



130 p. 7,5 euros  
éd. L'encyclopédie  
du socialisme

**Dans l'ouvrage que vous venez de publier, *Les socialistes et la sécurité*, vous proposez des pistes d'actions concrètes. Quelles sont-elles ?**

Des pistes démocratiques et alternatives à la solution du tout sécuritaire existent pour faire reculer la délinquance. La première est le renforcement des institutions républicaines qui coproduisent la sécurité. Rien ne sert de multiplier les lois répressives si ni la justice ni la police n'ont les moyens d'effectuer leur mission, comme c'est le cas actuellement. La police de proximité doit être réinventée avec des effectifs suffisants et mieux répartis sur le territoire.

Le deuxième axe d'action est évidemment la prévention. Tout acte de délinquance doit être sanctionné avec fermeté. Mais la gauche doit à la fois combattre les comportements violents et agir sur les causes sociales de la violence. Par exemple, la prévention primaire doit être précoce et continue dans l'esprit des dispositifs de veille éducative. Les travailleurs sociaux, les métiers de la médiation, l'Éducation nationale sont au cœur de cette politique éducative et préventive.

La troisième nécessité est de promouvoir une sécurité créatrice de civilité. Les petits actes délictueux doivent être plus systématiquement sanctionnés, mais surtout ils doivent être prévenus en redonnant tout son sens à la notion de civilité. L'éducation à la civilité devra être renforcée à l'école et relayée par un service civique obligatoire de six mois pour les jeunes filles et garçons. Je note d'ailleurs que cette dernière idée, d'origine socialiste, a été reprise par Nicolas Sarkozy sans que celui-ci ait le courage de l'inscrire dans son projet de loi sur la prévention de la délinquance.

Ce recul illustre d'ailleurs la philosophie de ce projet de loi : plus qu'un texte de prévention, il s'agit d'un texte de répression, le sixième depuis 2002. Il réduit la prévention à sa seule composante répressive et retire toute sa spécificité, en particulier éducative, à la justice des enfants en tendant à aligner celle-ci sur la justice des personnes majeures. La sanction devrait au contraire retrouver sa valeur éducative.

En outre, en donnant des pouvoirs supplémentaires au maire sans moyens correspondants, il organise le désengagement de l'État de sa mission républicaine et régaliennne de garant de la sécurité publique. Enfin, il crée la confusion avec, par exemple, un amalgame complet entre les questions de santé mentale et de délinquance, même si certains cas relèvent de la psychiatrie.

En réponse, les socialistes proposent une loi de programmation de prévention de la délinquance et de la violence sur la base des trois principes mentionnés : renforcement des institutions républicaines, rôle accru des acteurs de la prévention, instauration d'une sécurité publique créatrice de civilité.

**Propos recueillis par Brigitte Bossu**

## La police victime de l'axe Sarkozy/Doc Gyneco

**On le sait, Sarkozy aime à s'entourer de vedettes du show-business, dont il a pris l'habitude de célébrer les mariages dans sa mairie de Neuilly-sur-Seine.**

**Recruté dans un autre genre de banlieue, le rappeur Doc Gyneco a rallié le sarkozysme et paradait récemment lors d'un rassemblement de l'UMP à Marseille entre Johnny Halliday et Jean-Claude Gaudin. Que le président de l'UMP imagine ainsi toucher le segment des jeunes des cités, comme a dû lui conseiller un gourou de la communication politique, c'est après tout son droit. En revanche, il est plus douteux de la part d'un ministre de l'Intérieur de s'entourer d'un "artiste" qui explique dans une chanson :**

**« J'kiffe quand les keufs cannent » ou qui proclame : « La France est un pays de flics. A tous les coins de rue y en a cent. Pour faire régner l'ordre public, ils assassinent impunément ». Voilà qui devrait réjouir les fonctionnaires de police placés sous l'autorité du ministre Sarkozy**